

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

L'activité économique tirée par le commerce en fin d'année

Après avoir enregistré un ralentissement au troisième trimestre, l'activité économique, qui repose principalement sur la consommation des ménages, est mieux orientée ce trimestre. Les importations de produits alimentaires sont en forte croissance, conséquence de la constitution de stocks dans le secteur du commerce. Le niveau général des prix est en légère progression sur le trimestre. Les prix de l'alimentation restent relativement stables par rapport à fin septembre, dans un contexte de concurrence accrue. L'indice des prix des transports enregistre quant à lui la plus forte hausse, du fait d'une augmentation des tarifs du transport aérien de passagers. Le niveau d'investissement des entreprises se maintient. Il en est de même du niveau de l'emploi, à l'exception du secteur du BTP qui subit une chute de ses effectifs salariés. En effet, après une année 2013 en surchauffe, l'activité du secteur marque le pas et retrouve un niveau plus modéré.

Des réunions sont prévues au cours du premier trimestre pour la définition des projets qui seront financés au titre du XI^e Fonds européen de développement, dont l'enveloppe s'élève à 2,3 milliards de F CFP. L'accessibilité et l'attractivité de l'archipel feront partie des thèmes de travail abordés par la Commission du FED.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE S'ESOUFFLE

Au quatrième trimestre 2014, la Chine affiche un taux de croissance de 7,3 % sur un an (identique au trimestre précédent). Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,4 % sur l'ensemble de l'année (contre 7,7 % en 2013). Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 24 ans. Le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2015, à 6,8 %.

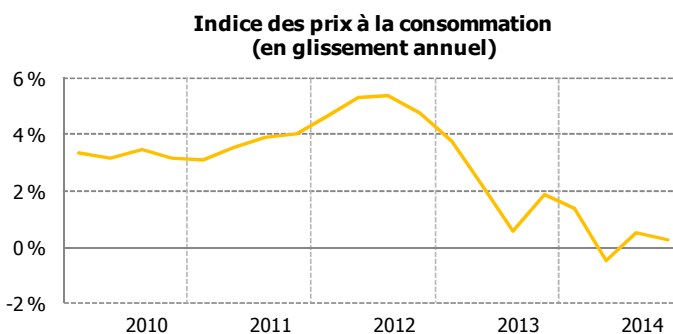
L'économie nippone, qui était entrée en récession au troisième trimestre 2014, voit sa production progresser de 1,8 % au dernier trimestre 2014. Le taux de chômage en décembre a reculé de 0,1 point pour s'établir à 3,4 %. Les dépenses de consommation progressent de 2,1 % en décembre par rapport à novembre, mais restent en retrait sur un an (-3,4 %).

La Banque centrale d'Australie a abaissé le 3 février 2015 son principal taux d'intérêt d'un quart de point, à un plus bas historique de 2,25 %, alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Cette décision s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique, jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise.

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage augmente de 0,3 point au quatrième trimestre pour s'établir à 5,7 %. Les prix à la consommation enregistrent un recul sur le trimestre (-0,2 %, +0,8 % sur un an). Dans ce contexte, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu, fin janvier 2015, son principal taux directeur à 3,5 %.

Progression de l'indice des prix à la consommation

Sur le trimestre, l'indice des prix à la consommation est en légère hausse (+1,2 % au 31 décembre 2014) après avoir augmenté de 0,8 % au trimestre précédent. Le prix des services enregistre la plus forte hausse (+2,7 %). Celle-ci s'explique en grande partie par l'augmentation du prix du transport aérien de passagers, en progression de 12,2 % ces trois derniers mois. Les prix de l'alimentation (+0,7 %), des produits manufacturés (+0,5 %) ainsi que de l'énergie (+0,6 %) ne progressent que modérément au cours de ce quatrième trimestre.

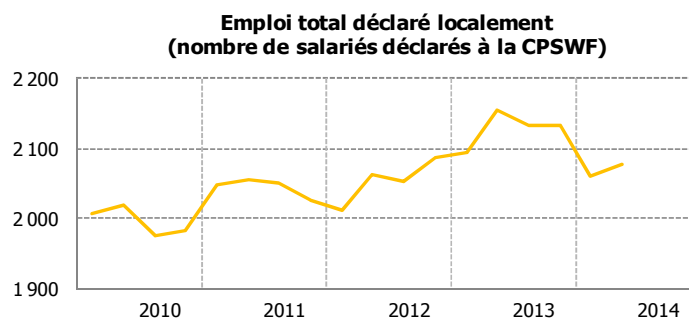


Source : STSEE, données trimestrielles

En rythme annuel, l'indice des prix à la consommation demeure stable (+0,2 %). La hausse des tarifs des services (+3,4 % sur l'année), ainsi que celle de l'énergie (+1,3 %), est compensée par la baisse du prix de l'alimentation (-3,9 %), principalement engendrée par l'installation d'une nouvelle enseigne de grande distribution à Wallis.

Faible progression du niveau d'emploi à fin juin

Le recensement actualisé de la CPSWF, à fin juin 2014, dénombre 2 078 salariés déclarés sur le Territoire. L'emploi total déclaré affiche une progression de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Une hausse des effectifs est constatée dans le secteur privé (+2,3 % par rapport à fin mars), soit une vingtaine de personnes en plus. Si le secteur du BTP enregistre une baisse d'effectifs au cours de ces trois derniers mois (-5,5 %), celle-ci est plus que compensée par la hausse du nombre de salariés dans le secteur des services (+5,1 %). Dans le secteur public, l'emploi reste stable au cours du trimestre (-0,1 %).



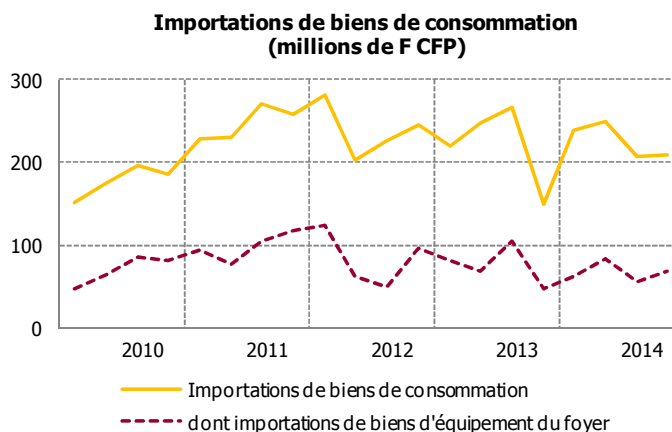
Source : CPSWF

Par rapport au mois de juin 2013, le nombre total de salariés déclarés s'est réduit de 3,6 %. Cette contraction de l'emploi, en rythme annuel, est observée aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement -2,6 % et -4,9 %). Au cours des 12 derniers mois, le nombre de travailleurs déclarés dans le secteur du BTP a presque diminué de moitié, passant de 134 en juin 2013, à 69 en juin 2014 (-48,5 %).

Consommation des ménages constante

Au quatrième trimestre 2014, les importations de biens de consommation progressent de 1,7 % (CVS). Les importations d'articles d'habillement et de biens d'équipement du foyer augmentent significativement, respectivement de 30,0 % (CVS) et de 24,2 % (CVS). Sur l'année, les importations de biens de consommation sont en forte croissance (+29,8 %), conséquence de la constitution exceptionnelle de stocks dans le secteur du commerce tout au long de l'année et d'un quatrième trimestre 2013 particulièrement faible.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs diminue légèrement sur le trimestre (-2,0 %, CVS). Sur l'année, la progression reste importante, avec 25 immatriculations contre 16 au quatrième trimestre 2013.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

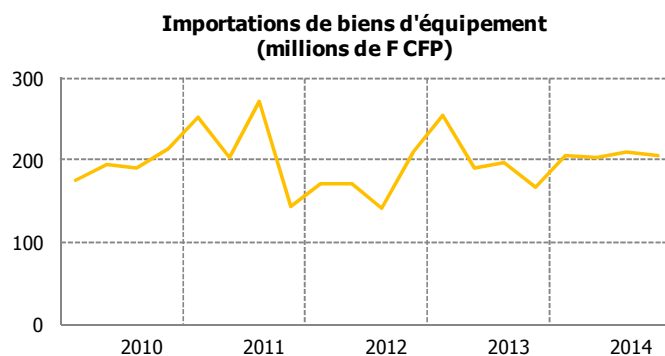
L'encours des crédits à la consommation reste quasiment identique par rapport au trimestre précédent (+0,4 %), il diminue toutefois de 6,7 % sur l'année. Sur le trimestre, le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire recule de 7,1 % (-5,2 % en rythme annuel). Les retraits de cartes bancaires sont également en baisse, aussi bien sur le trimestre que sur l'année (respectivement -19,0 % et -37,0 %), tandis que les incidents de paiements sur chèques se contractent de 56,3 % au cours des quatre derniers mois et de 17,2 % sur l'année.

Les entreprises maintiennent leur niveau d'investissement

Les importations de biens d'équipement à destination des professionnels sont en recul de 2,2 % (CVS) par rapport au troisième trimestre et s'établissent à 206 millions de F CFP au quatrième trimestre. Elles sont en progression de 27,5 % en glissement annuel.

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs a plus que doublé au cours du quatrième trimestre (+105,0 %, CVS). Celui-ci est en baisse en rythme annuel (-6,7 %).

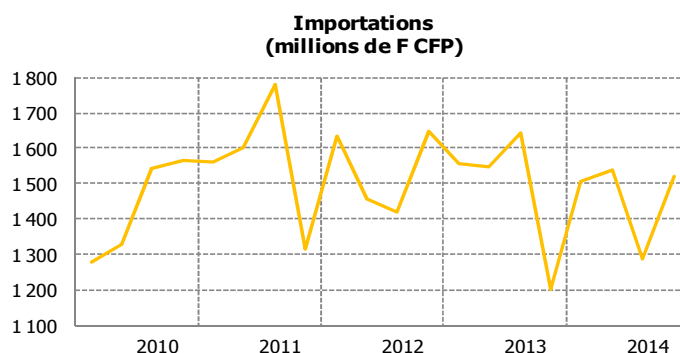
Au 31 décembre, l'encours des crédits aux entreprises chute de 56,7 %, conséquence du remboursement anticipé d'importants prêts contractés par une société de la place. Ceci explique également que le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises passe de 13,8 % à 23,7 % au cours de la période. Néanmoins, indépendamment de cet événement exceptionnel, les encours des crédits d'investissement ou d'exploitation ne connaissent pas d'importantes fluctuations.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Sensible hausse des importations

Au quatrième trimestre, les importations du Territoire s'élèvent à 1,52 milliard de F CFP, en hausse de 17,0 % (CVS). Sur les trois derniers mois, les importations de produits des industries agricoles et alimentaires, qui représentent plus d'un quart des importations totales, ont augmenté de 38,9 % (CVS). Les importations de produits de l'industrie automobile sont également en forte hausse sur le trimestre (+66,4 %). Seules les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires sont en recul sur les trois derniers mois (respectivement -2,2 % en CVS et -9,6 %).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

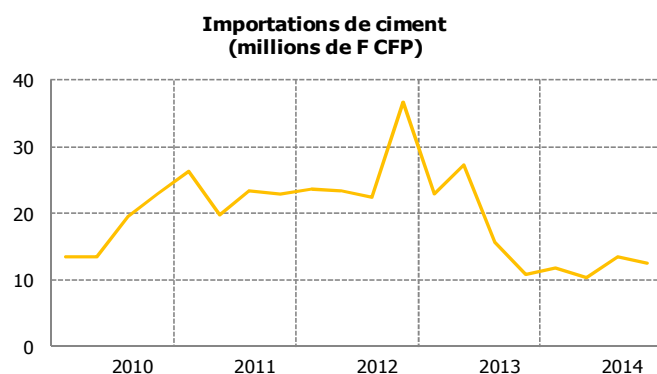
Au cours des douze derniers mois, les importations ont progressé de 26,8 %. Tous les postes d'importations sont en progression sur l'année. Les importations de produits des industries agricoles et alimentaires et de biens d'équipement ont augmenté respectivement de 24,9 % et de 27,5 %. Celles des produits de l'industrie automobile et des biens intermédiaires ont connu la même évolution en un an (respectivement +30,8 % et +30,9 %).

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Une activité atone dans le secteur du BTP

Le secteur du BTP retrouve un niveau d'activité en adéquation avec le contexte économique du Territoire depuis la finalisation des chantiers d'envergure de 2013. Au quatrième trimestre 2014, quelques chantiers (privés et publics) ont permis de maintenir une activité dans le secteur. Au cours des trois derniers mois, les importations de ciment ont reculé de 12,1 % (CVS). Elles s'établissent à 12,4 millions de F CFP.

En juin 2014, les effectifs déclarés du secteur étaient de 69 contre 73 à fin mars, soit une contraction de 5,5 %. Sur l'année, la réduction des effectifs du secteur est beaucoup plus marquée (-48,5 %).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Concernant les chantiers publics d'envergure, les travaux relatifs aux infrastructures de la téléphonie mobile, qui portent sur un projet d'un montant total de 763 millions de F CFP, ont commencé au cours du quatrième trimestre ; la capitainerie de Futuna devrait débuter en 2015 ainsi que quelques petits chantiers de l'Agence de santé. Le chantier d'extension et de rénovation du quai de Leava et la restructuration proprement dite de l'Agence de santé sont prévus pour 2016.

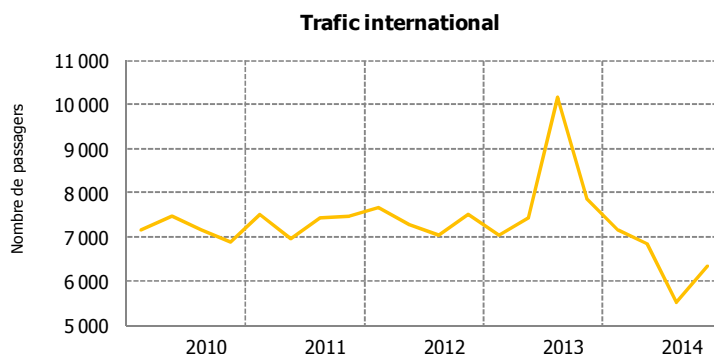
Reprise de l'activité commerciale

L'activité commerciale s'est repliée au cours du troisième trimestre mais est de nouveau en croissance au cours des trois derniers mois. Les importations de biens de consommation augmentent de 1,7 % sur le trimestre (CVS) ; sur l'année, la progression est beaucoup plus marquée (+29,8 %). Les importations de produits alimentaires progressent de 38,9 % (CVS) en rythme trimestriel et de 24,9 % par rapport à décembre 2013.

Augmentation de la fréquentation du Territoire

La fréquentation du Territoire pendant les trois derniers mois de l'année est en croissance par rapport au trimestre précédent. Au 31 décembre, on dénombre 6 347 passagers au départ ou à l'arrivée de Wallis vers l'international. Corrigé des variations saisonnières, on constate une augmentation de 14,7 % du nombre de passagers par rapport au trimestre précédent.

En rythme annuel, le nombre de voyageurs est en recul de 18,3 %, sachant que la tenue des Mini-Jeux du Pacifique en 2013 stimulait encore le trafic aérien au cours du dernier trimestre de l'année.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

La desserte aérienne inter-îles a, quant à elle, permis à 3 199 passagers de relier Wallis à Futuna au cours des trois derniers mois, en hausse de 21,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. La fréquentation est en baisse de 3,1 % par rapport au quatrième trimestre 2013.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRIS CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE - Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : mars 2015 - Dépôt légal : mars 2015 - ISSN 1968-6277